

Crises mondiales et Union européenne : Des solutions soutenables Nous attendons des actions pas des beaux mots !

dimanche 25 octobre 2009, par [Mouvements \(Europe\)](#) (Date de rédaction antérieure : 25 octobre 2009).

Cela fait plus d'un an que le krach financier a de terribles conséquences sur l'économie réelle, et le pire est encore à venir. Le taux de chômage est en augmentation partout, le nombre de faillites est sans précédent et les systèmes sociaux sont menacés. La crise affecte l'humanité tout entière, surtout les groupes les plus vulnérables : travailleurs, chômeurs, paysans, migrants, fem-mes... Les crises des systèmes alimentaire et énergétique constituent une autre dimension du dysfonctionnement du système économique actuel. Ce sont à nouveau les populations des pays du Sud qui subissent le plus lourdement l'impact de ces crises sans précédent.

Elles sont la conséquence directe d'un système de production et de consommation basé sur des économies de libre échange, contrôlé par les lobbies industriels et financiers, entraînant une distribution inégale des richesses, le transfert des revenus du travail vers le capital, un système commercial inéquitable, le perpétuation et l'accumulation d'une dette écologique irresponsable et illégitime, le pillage des ressources naturelles, le démantèlement de la protection sociale et la privatisation des services publics comme les pensions de retraite, le logement et les soins de santé. Il nous faut renverser ce modèle.

L'UE - A LA POURSUITE DE RÉFORMES MARGINALES

Les gouvernements de l'UE et la Commission européenne n'ont pas changé l'orientation de leurs politiques suite à ces crises. Les propositions de réforme financière de l'UE sont limitées et n'abordent pas les causes premières de la crise ; elles sont loin en deça de ce qui est nécessaire si l'on voulait instaurer un système financier sain. Comme par le passé, les gouvernements de l'UE font supporter le coût de la crise aux contribuables au lieu d'instaurer le principe selon lequel les spéculateurs doivent payer.

Les mesures de sauvetage et de stimulation prises jusqu'à présent visent principalement à éviter un effondrement économique total, mais elles ne sont pas suffisantes

pour assurer un système équilibré à long terme. En effet, les fonds publics auraient du être utilisés pour soutenir d'autres secteurs économiques, engagés dans la promotion d'une économie socialement et environnementalement juste. On peut aussi se demander si le soutien apporté sera suffisant pour empêcher la déflation et une dépression économique de longue durée.

Alors que la plupart des pays du Sud, comme d'ailleurs bien des Etats membres de l'UE, ne disposent pas des capacités financières nécessaires pour soutenir et transformer leur économie, l'UE échoue à développer des institutions alternatives qui soutiendraient les investissements publics dans ces pays. A la place, l'UE mène actuellement une politique qui renforce le rôle du FMI et de la Banque mondiale. Or depuis trois décennies ces institutions ont acculé les pays en développement à la misère par des plans d'ajustement structurels comportant des conditionnalités. Imposer de telles conditionnalités entraîne des contraintes supplémentaires pour les pauvres et conduit les pays récipiendaires à une nouvelle crise de la dette.

De concert avec d'autres pays développés et les pays émergents, l'UE signe des accords de libre échange bilatéraux et voit dans la conclusion du cycle de Doha des mesures clés pour relancer l'économie.

Nous soussignées organisations de la société civile exigeons que les gouvernements européens s'attaquent aux causes réelles des crises actuelles. S'en prendre à leurs symptômes ne suffira pas. En Europe et partout dans le monde il nous faut un système approfondi de réglementation qui place le système financier au service des intérêts de la population. Ce système devrait promouvoir un nouveau paradigme économique basé sur la réalisation des droits humains, le travail décent, la souveraineté alimentaire, le respect de l'environnement, la diversité culturelle, l'économie sociale et solidaire et une nouvelle conception de la richesse.

LES REFORMES FINANCIERES DE L'EU

Les réformes portées actuellement par la CE n'indiquent en rien la volonté de l'UE de mettre l'intérêt général au cœur de ses propositions de réformes financières. Elles ne comprennent pas la mise en place d'une réglementation et d'une supervision strictes des opérateurs et produits financiers. Les directives et mesures portant sur les fonds spéculatifs, les exigences de fonds propres, les agences de notation, les marchés dérivés et la fiscalité de l'épargne ne s'attaquent pas aux problèmes sous-jacents et ne font rien pour éliminer la spéculation qui fait tant de tort aux sociétés et aux économies.

Quelques exemples :

- La proposition de la CE de rendre les marchés dérivés “efficaces, sûrs et sains”¹ ne comprend ni réglementation ni supervision adéquates des produits financiers à risque.
- Les nouvelles structures de supervision décidées en juin 2009 et comprenant le Conseil européen du risque systémique ne peuvent suffire à endiguer les risques de consortiums financiers multinationaux..
- Les mesures actuelles en matière d'éducation financière et de garantie des dépôts ne protègent pas l'épargne de la population en cas de crise financière.
- Les propositions de la CE sur le prêt responsable² n'incluent pas de critères sociaux et environnementaux qui aideraient à remettre sur pieds l'économie sur une base plus durable.
- Les propositions de la CE pour une réforme de la directive sur la fiscalité de l'épargne sont insuffisantes pour aboutir à une vraie solution au problème de l'évasion fiscale.
- L'UE soutient activement la conclusion du cycle de Doha à l'OMC, qui comprend encore davantage de libéralisation des services financiers avec l'AGCS et les négociations d'ALE et d'APE (accords de libre échange et accords de partenariat économique), ce qui entraîne une réduction de la capacité des gouvernements à réglementer les acteurs et les produits financiers.

Ces propositions ne visent pas à mettre un terme à la spéculation. Par conséquent les riches peuvent continuer à placer leur argent dans l'économie casino plutôt que dans l'économie réelle. Or une économie véritablement durable sur le plan social et environnemental n'est possible qu'avec un système financier au service de ces objectifs et non des intérêts des spéculateurs et d'une petite minorité.

Nous demandons aux gouvernements de l'UE de

- Réglementer toutes les institutions et tous les acteurs financiers. Tous les opérateurs financiers doivent être réglementés et contrôlés, et ils doivent fonctionner dans la transparence la plus totale. Il faut rétablir une séparation claire entre banques d'épargne et banques d'investissement.
- Réglementer les produits financiers. Il faut interdire les opérations hors bilan, les transactions avec des paradis fiscaux, les accords de gré à gré (over the counter, OCT) et les opérations financières à haut risque comme les

ventes à découvert à nu, les véhicules d'investissement structurés (VIS), et les obligations adossées (collateralised debt obligations, CDO). La CE devrait aussi interdire la spéculation sur les denrées par des opérateurs non commerciaux tels que les fonds spéculatifs, les fonds indexés, etc. Les opérateurs qui manipulent le marché des matières premières doivent être sanctionnés par une autorité publique.

- Fermer les paradis fiscaux qui sont sous la juridiction d'Etats membres de l'UE. Pour prendre en charge cette question, l'échange automatique d'informations garanti par un accord multilatéral est un élément-clé, accompagné de lourdes sanctions envers les territoires et les utilisateurs non-coopératifs

- Promouvoir les produits et institutions financiers qui servent les besoins des gens et de l'environnement. Il faut interdire les institutions et pratiques financières hautement spéculatives. Il faut davantage de banques publiques et coopératives et de meilleures assurances pour garantir l'épargne de la population.

- Obliger les banques qui reçoivent des fonds ou des garanties publics à faire des investissements durables. Les banques qui reçoivent un soutien public sous quelque forme que ce soit, par exemple une recapitalisation ou une garantie publique, devraient être obligées à soutenir des investissements qui créent des emplois durables d'un point de vue social et écologique. Elles devraient aussi être obligées à abandonner progressivement toute activité spéculative et les grands projets d'infrastructure qui ne sont pas durables. Les directeurs de banque devraient être rendus légalement responsables des conséquences de leurs activités. Les personnes affectées par des investissements financés par des banques basées dans l'UE doivent pouvoir intenter des actions en justice envers les banques.

RENDRE L'ECONOMIE SOUTENABLE D'UN POINT DE VUE SOCIAL ET ECOLOGIQUE ET ENRAYER LE POUVOIR DES GRANDES ENTREPRISES

Les mesures prises actuellement par les gouvernements de l'UE pour faire face aux crises sociale et écologique sont de courte vue et ne prennent pas la mesure de l'ampleur de ces crises. La croyance dans le marché pour apporter des réponses à la crise demeure intacte.

Quelques exemples :

- L'UE continue à défendre une libéralisation plus poussée du commerce – via la conclusion du cycle de Doha et des accords de libre échange bilatéraux et régio-naux comme solution pour relancer la croissance économique.
- L'UE projette de pousser à une plus grande flexibilisation du marché du travail européen comme réponse à la hausse du chômage.
- L'UE continue à marginaliser la participation productive des migrants à l'économie, déstabilise le flux de leurs transferts financiers et intensifie leur criminalisation à travers la Directive retour.
- L'UE soutient l'expansion des marchés d'émissions au sein des négociations des NU sur le climat, maintenant l'illusion que les marchés d'émissions sont une solution-clé.

Les propositions de l'UE ne s'attaquent pas aux causes des crises énergétique, alimentaire, sociale, écologique, mais permet aux multinationales d'augmenter leurs bénéfices au détriment des revenus des travailleurs et des paysans, ainsi que de l'environnement.

Nous demandons aux gouvernements de l'UE de

- Lancer un processus d'harmonisation par le haut des revenus des travailleurs, ainsi que des droits sociaux et des droits du travail en Europe, y compris pour les travailleurs migrants. Poursuivant la mise en œuvre de l'agenda de l'OIT en matière de 'travail décent', un processus de convergence sociale doit être établi, incluant la fixation d'un salaire minimum européen et la fin de la concurrence entre Etats membres à travers l'érosion de leurs systèmes fiscaux et sociaux. Une diminution coordonnée du temps de travail au sein de l'UE doit être développée et mise en œuvre. Une législation européenne mettant fin aux contrats de travail précaires doit être élaborée, faisant du contrat à durée indéterminée le critère de référence en Europe..
- Investir dans des infrastructures publiques et dans la transformation écologique de l'économie. Pour s'attaquer sérieusement au changement climatique, il faut passer à une économie utilisant beaucoup moins les ressources fossiles, qui crée des emplois verts pour des millions de gens dans l'UE et dans le monde. Les fonds publics générés par de nouvelles taxes (voir point suivant) doivent être investis dans la reconstruction et l'expansion d'infrastructures publiques (che-mins de fer, transports locaux, systèmes de production d'énergie locaux et dura-bles, enseignement, soins de santé, etc.), des logements et des emplois

écologi-ques contribuant à la conversion écologique de l'économie (par ex. des mesures d'efficacité énergétique, la production locale de denrées alimentaires, etc.).

Les subventions et les aides ponctuelles prévues pour les différents secteurs industriels devraient être utilisées pour aider le secteur et ses travailleurs à s'investir dans la transition nécessaire vers une économie soucieuse de l'environnement.

- Financer les aides financières par de nouvelles taxes. Des taxes sur les transactions financières, un impôt sur les grandes fortunes et des impôts sur les sociétés plus importants sont nécessaires pour stabiliser les marchés financiers et fournir des fonds publics visant à soutenir la conversion écologique des économies. Les rentrées fiscales devraient servir à financer le sauvetage des banques et à soutenir les investissements publics dans la conversion des économies, s'occupant tout particulièrement des pays en développement et de l'Europe de l'est.

- Arrêter de promouvoir la libéralisation du commerce et des investissements et réformer la politique extérieure de l'UE en matière de commerce et d'investissement. Les gouvernements de l'UE et des pays en développement doivent disposer de l'espace de manœuvre politique nécessaire à la réglementation de leur économie. Les accords de libre-échange prônés par l'OMC ou les négociations bilatérales avec d'autres pays ou régions doivent être remplacés par des politiques commerciales et d'investissement qui donnent la priorité aux intérêts des paysans, des travailleurs, de l'environnement et au respect de tous les droits humains. Les services financiers ne doivent pas être libéralisés par de telles politiques et traités. .
o Placer la Banque centrale européenne sous contrôle public et élargir ses missions au soutien de l'emploi et de la transition vers une économie post-carbone et l'économie à faibles ressources.

- Etablir un nouveau système mondial de réserves. La stabilisation des taux de change devrait être assurée par l'introduction d'un système mondial de réserves monétaires comme proposé lors du dernier sommet des NU sur la crise mondiale.

ORGANISER UN PROCESSUS DEMOCRATIQUE AVEC UN CONTROLE STRICT DE L'INFLUENCE DES ELITES FINANCIERES ET ECONOMIQUE

Les mêmes personnes qui se sont avérées incapables de gérer le système financier détiennent toujours les leviers politiques et économiques. Les acteurs financiers et les

dirigeants économiques qui ont réclamé la libéralisation des marchés financiers et de l'économie ont toujours l'attention des décideurs. Les nombreuses consultations organisées par la Commission européenne et le Parlement européen sur les réformes nécessaires sont dominées par les mêmes lobbies financiers qui avaient obtenu la dérèglementation. Les faibles exigences en capitaux propres (5%) proposées pour l'émission de titres est un exemple de l'influence de ces lobbies.

Nous demandons aux gouvernements de l'UE de

- Supprimer l'accès privilégié des banques et d'autres acteurs financiers aux processus de décision, et ce à tous les niveaux.
- Organiser des consultations publiques pour inclure tous les secteurs de la société et toutes les personnes concernées. Dissoudre les groupes contrôlés par des intérêts privés - comme le Groupe De Larosière - ou prendre des mesures pour s'assurer d'une représentation équilibrée.
- Soutenir un processus multilatéral sous l'égide des NU pour faire face à la crise. Le G20 n'est pas un organe légitime. Les réformes doivent être élaborées selon un processus démocratique. Tous les pays, pas seulement les plus riches, doivent être dûment représentés lorsqu'il s'agit de rechercher des solutions durables.

Signataires :

Africa Europe Faith and Justice Network (AEFJN)
Central and Eastern Europe Bankwatch Network
Eurodad
European Attac Network
European Coordination Via Campesina
European Marches against unemployment, insecure labor and social exclusion
Friends of the Earth Europe
Reclaiming spaces
Seattle to Brussels Network
Terre des Hommes International Federation (TDHIF)
Women in Development Europe (WIDE)
European AntiPoverty Network
ActionAid
Organizations from EU Member States
Action Solidarité Tiers Monde, Luxembourg
AITEC, France
Asociacion Paz Ahora, Spain
Asociación Socialismo XXI, Spain
Association for the Development of the Romanian
Social Forum (AD ESR)

Attac Austria
Attac Catalonia
Attac Finland
Attac France
Attac Germany
Attac Hellas
Attac Hungary
Attac Poland
Attac Spain
Attac Sweden
Attac Vlaanderen
Belgian Social Forum
Campagna per la Riforma della Banca Mondiale
(CRBM), Italy
Centre national de coopération au développement
(CNCD), Belgium
Corporate Europe Observatory (CEO)
Ecologistas en Acción/Ekologistak Martxan/Ecologistes
en Acció/Ben Magec, Spain
El Observatorio de Multinacionales en América Latina
de la Asociación Paz con Dignidad, Spain
Federacion de Asociaciones para la defensa de la Sanidad
Publica, Spain
Forum anticapitalista de reflexion y Generacion de
Alternativas (FARGA), Spain
Intersindical Alternativa de Catalunya (IAC), Spain
Intersindical Valenciana, Spain
Observatorio de la deuda en la globalizacion,
Spain
ÖBV - La Via Campesina Austria
Pancyprian Public Employees Trade Union (PASYDY),
Cyprus
Plataforma de Solidaridad con Chiapas, Spain
Plataforma Rural - Alianzas por un Mundo Rural Vivo,
Spain
Romanian Social Forum
SETEM, Spain
Transnational Institute, Netherlands
Unidad Civica por la Republica, Spain
Union syndicale Solidaires, France
War on Want, UK
WEED - World Economy, Ecology & Development
Association, Germany
Zukunftskonvent, Germany
Foro Social de la Rioja, Spain

1. EC, Financial services : Commission outlines ways to strengthen the

safety of derivatives markets, Press release IP//09/1083, 3 July 2009

2. EC, Financial services : Commission launches consultation on how to ensure responsible lending and borrowing in the EU, press release IP/09/922, 15 June 2009 <http://eur-pa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/09/922&format=HTML&aged=0&language=EN> and see also http://ec.europa.eu/internal_market